

intellectuelle. S'il ne s'agit pas de la frustration, c'est alors la peur et l'incertitude qui forcent le premier ministre à dire des sottises semblables, et qui ont autant de valeur que les déclarations improvisées que le premier ministre fait depuis deux ou trois ans, comme on le sait.

Puis le premier ministre a accusé le chef et les membres de l'opposition d'avoir affaibli la confiance de la population canadienne et d'avoir diminué le prestige du Canada à l'étranger. Le premier ministre s'imaginerait-il vraiment que les Canadiens peuvent avoir confiance quand ils constatent qu'il n'existe aucune solidarité ministérielle au sein du cabinet et quand ils s'aperçoivent, de plus, que l'un des ministres de la Couronne les plus consciencieux, les plus sincères et les plus appliqués est répudié sans motif et humilié de façon injustifiable? Le premier ministre s'imaginerait-il qu'il aide le secrétaire d'État aux Affaires extérieures?

**L'hon. M. Green:** Je ne me sens pas très humilié!

**M. Cardin:** Je comprends le ministre, et ne ferai aucun commentaire. Mais le premier ministre s'imaginerait-il sincèrement qu'en répudiant son collègue il l'aide à maintenir le prestige et l'autorité qu'il lui faut pour contribuer dans toute la mesure de ses capacités à l'effort collectif en vue d'arriver à un programme de désarmement efficace et de travailler pour la paix mondiale? Le premier ministre croit-il que les pays étrangers puissent compter sur les initiatives canadiennes alors qu'ils peuvent estimer, à juste titre à cause des actes du premier ministre, que le Canada est dans une position contradictoire quand il traite des problèmes internationaux?

Ce sont évidemment de telles bourdes inexplicables qui, à vrai dire, minent la confiance qu'on a envers le Canada et compromettent son prestige à l'étranger. Le premier ministre ne peut pas ne pas reconnaître qu'il est seul responsable de pareil état de chose. Il ne saurait certes nous accuser de nous en prendre directement à lui et de miner la confiance que l'étranger a envers le Canada parce que nous signalons au pays et à la Chambre des choses évidentes.

Le gouvernement a sensiblement modifié son attitude au cours des trois dernières années, et non pour le mieux. On prend maintenant des choses imaginaires pour des réalités, on considère les expédients comme de l'expérience, et c'est le règne d'une propagande politique effrénée de sorte que la dignité et le decorum qui étaient de tradition à la Chambre s'altèrent rapidement. Je dirai au premier ministre qu'il m'est arrivé récemment d'avoir nettement l'impression de

siéger à la législature de la province de Québec sous l'égide d'un gouvernement dirigé par l'Union nationale. Tout comme au cours de la présente session, nous avons écouté deux discours du trône, l'un ennuyeux et vide de sens, l'autre, spectaculaire, prononcé par le premier ministre, avec tout le tapage publicitaire qui était de mise. Et après que le chef de l'opposition eut parlé au cours du présent débat, nous avons eu deux déclarations sur les affaires extérieures, l'une ennuyeuse et vide de sens, prononcée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'autre, spectaculaire et accompagnée de toute la publicité et le tapage d'usage, formulée par le premier ministre, après que le chef de l'opposition eut pris la parole, après que le porte-parole de l'opposition en matière d'affaires extérieures se fut prononcé. Monsieur l'Orateur, la question que j'aimerais poser au gouvernement est très simple, et c'est celle-ci: pourquoi?

**M. Nicholas Mandziuk (Marquette):** Monsieur l'Orateur, cela ne vaut guère la peine que je dise un mot du discours que nous venons d'entendre. Le député a chapitré le premier ministre (M. Diefenbaker) à propos des personnes qu'il devrait consulter. Il lui a fait la leçon sur les façons de consulter ses ministres et sur la nécessité de consulter ce grand spécialiste, le chef de l'opposition (M. Pearson). J'espère, dans mon discours, rappeler certaines des merveilleuses tirades de ce soi-disant expert. Le député, semble-t-il, se prépare les voies en vue des prochaines élections. Ses observations n'ont rien à voir aux affaires extérieures. Il a chapitré aussi le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Green). Je veux assurer au député et à tous les membres de la Chambre que le Canada s'intéresse, non pas à ces déclarations politiques à l'emporte-pièce, mais plutôt à son prestige international et au rang qu'il occupe dans le monde.

Je sais que nous, membres de la Chambre, nous sommes intéressés à ce débat, mais nous ne sommes pas les seuls. Je crois que tous les Canadiens, de tous les coins du pays, ont suivi avec intérêt le débat de deux jours qui a eu lieu en cette Chambre. Je tiens à remercier ici le premier ministre d'avoir proposé que le débat soit prolongé jusqu'aujourd'hui. Je veux aussi féliciter le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de son exposé clair et concis de l'état de la nation, à l'ouverture du présent débat. Il ne comportait pas de termes ni de détails techniques, mais sa présentation était telle que le Canadien moyen pouvait s'y comprendre.

Il y a des membres de cette Chambre, et d'autres à l'extérieur, qui se prétendent spécialistes en affaires extérieures. Certains